



COMMUNIQUE DE PRESSE

Face aux inquiétudes des Français, les Etats Généraux du Logement attendent des engagements forts de la part des partis politiques

Paris, 8 juin 2011. A l'occasion d'une grande journée de débat avec les partis politiques, les **33 organisations réunies au sein des Etats Généraux du Logement** publient aujourd'hui les résultats d'une enquête sur la question du logement. Menée par TNS Sofres, cette étude montre que le logement demeure source de préoccupations fortes, les Français jugeant difficile, non seulement de trouver un logement, mais aussi de le financer. Inquiets, notamment pour leurs enfants, ils s'avèrent largement insatisfaits de l'action menée par les pouvoirs publics, aux plans national et local. Nombre d'entre eux souhaitent ainsi voir le logement au cœur des débats de la campagne présidentielle de 2012, rejoignant l'ambition des Etats Généraux du Logement, qui attendent aujourd'hui des engagements et des prises de position de la part des leaders politiques.

Trouver et financer son logement : deux sources de difficultés pour les Français

Alors que **près d'un Français sur cinq (17%) éprouve** - selon le Baromètre d'image du logement social réalisé par TNS Sofres pour l'Union sociale pour l'habitat en avril - **des difficultés à faire face aux dépenses liées au logement** (loyer ou remboursement d'emprunt), l'étude réalisée pour les Etats Généraux du Logement révèle que **les trois quarts d'entre eux (76%) estiment consacrer une part « importante » de leurs revenus à ces dépenses - 33% jugeant celle-ci « trop importante »**... Une opinion particulièrement partagée par les jeunes (92% des 25-34 ans), les ouvriers (86%), les professions intermédiaires (85%) et les employés (80%), les locataires du privé (88%), et dans une moindre mesure les locataires Hlm (82%). Mais une proportion considérable des cadres et professions intellectuelles (73%) et des diplômés de l'enseignement supérieur (74%) partagent également ce constat.

Parallèlement, alors que plus d'un quart des Français souhaiteraient quitter leur logement prochainement selon le Baromètre d'image du logement social, l'étude conduite pour les Etats Généraux du Logement indique qu'**une large majorité (82%) estime que trouver un logement est aujourd'hui difficile en France, 29% considérant même cette entreprise comme « très difficile »** ; un sentiment particulièrement prégnant chez les locataires Hlm (87%, dont 40% « très difficile ») et davantage encore chez les Franciliens (96%, dont 42% « très difficile »). De fait, si **55% des locataires interrogés souhaiteraient devenir propriétaires à l'avenir** (dont un tiers « tout à fait »), 14% seulement pensent pouvoir y parvenir dans l'année, pour **66% qui diffèrent ce projet « à plus long terme »**. 12% estiment qu'ils ne pourront probablement pas accéder à la propriété et 4% pas du tout. Parallèlement, **20% des locataires interrogés disent chercher actuellement à louer un autre logement que celui qu'ils occupent**. Le principal obstacle qu'ils rencontrent dans cette recherche est le **montant du loyer** (réponse citée en premier). Viennent ensuite l'absence de logement répondant à leurs critères et les garanties demandées.

Hypothèque sur l'avenir ? Le logement, motif d'inquiétude pour les générations futures

Après le Baromètre d'image du logement social qui révélait en avril que **44% des Français (non locataires de Hlm) estimaient qu'ils pourraient un jour avoir besoin du logement social** et que **50% pensaient que leurs enfants auraient un jour besoin d'y avoir accès**, l'enquête réalisée pour les Etats Généraux du Logement confirme que le logement constitue **pour les parents un motif d'inquiétude pour leurs enfants**. Lorsqu'on questionne ceux-ci sur les problèmes auxquels seront, selon eux, le plus confrontés leurs enfants à l'avenir, **la difficulté à se loger arrive en 3^{ème} position (avec 40% de citations)**, après la difficulté à trouver un emploi stable (71%) et les difficultés liées au pouvoir d'achat (55%), mais avant les risques environnementaux (32%), l'insécurité (30%) et les risques liés à la santé (27%). Cette inquiétude est **particulièrement élevée chez les Franciliens** (62%, en 2^{ème} position avant les difficultés liées au pouvoir d'achat), les **catégories modestes** (employés 53%, ouvriers 48%) et les **locataires** (locataires du privé, 52%, en 2^{ème} position ; locataires Hlm, 50%).

L'action des pouvoirs publics jugée insuffisante

Dans ce contexte d'inquiétude, **84% des personnes interrogées estiment que les responsables politiques ne s'occupent pas suffisamment des problèmes de logement en France** ; le jugement étant encore plus sévère chez les 35-49 ans (93%), les moins diplômés (91%) et les actifs (88%).

69% des Français se déclarent ainsi insatisfaits de l'action des pouvoirs publics dans le domaine du logement (contre 25% seulement qui se disent satisfaits). Ce chiffre atteint 81% chez les cadres et professions intellectuelles, 78% chez les Franciliens, 76% chez les diplômés de l'enseignement supérieur, 75% chez les 35-49 ans, les salariés et les locataires du privé.

Cette insatisfaction se confirme s'agissant, plus spécifiquement, de l'action en direction des quartiers en difficulté. **71% des Français jugent en effet insatisfaisantes, et près d'un tiers d'entre eux (29%) « très » insatisfaisantes, les politiques menées en direction de ces quartiers**.

Considérée comme importante sans prendre la priorité sur les autres enjeux liés au logement, l'action publique en faveur de la **mixité sociale** est par ailleurs jugée insatisfaisante par **60% des Français**.

Le logement : une priorité nationale à l'approche des échéances électorales de 2012

Invités à choisir parmi 12 thèmes ceux que les responsables politiques devraient évoquer en priorité lors de la campagne présidentielle de 2012, **les Français placent le logement en 7^{ème} position**. Cité par 28% des répondants, cet enjeu arrive avant la sécurité (27%), la dette publique (24%), l'immigration (23%), les impôts (21%) et la justice (20%). **Davantage cité par les locataires du privé (33%) et surtout ceux du secteur social (38%)**, comme par les **Franciliens (38%)**, le logement est le **4^{ème} sujet prioritaire à aborder pour les moins de 35 ans**, avec 38% de citations, après l'emploi (75%), le pouvoir d'achat (58%), et l'éducation (44%), et au même niveau que les retraites (38%).

Plus spécifiquement, en matière de logement, **le problème majeur que devra résoudre le futur Président de la République concerne pour 49% des Français la limitation du niveau des loyers**. Trois autres sujets sont ensuite cités par une large partie des Français : la mise à disposition de logements d'urgence pour les plus démunis (40%), la facilitation de l'obtention d'un logement social (36%) et le développement de logements pour les jeunes (36%). Viennent ensuite : les solutions de logement pour les personnes âgées ou dépendantes (34%), l'accession à la propriété (32%), l'action sur les prix des achats immobiliers (30%), la construction de davantage de logements pour répondre à la demande (29%) et le fait de rendre les logements plus économes en énergie (28%).

Ces résultats justifient pleinement la mobilisation des Etats Généraux du Logement pour mettre enfin la question du logement au cœur du débat politique, et en faire une véritable priorité nationale dans le cadre de la campagne pour les échéances électorales de 2012.

Methodologie : Cette enquête a été réalisée en face-à-face en trois vagues d'avril à mai 2011, à chaque fois auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population française âgée de 18 ans et plus.

Par ailleurs, TNS Sofres avait réalisé en avril 2011 pour l'Union sociale pour l'habitat, organisation membre des Etats Généraux du Logement, la première vague du Baromètre d'image du logement social, dont certains résultats sont rappelés ici.

Le Comité de Pilotage des Etats Généraux du Logement est constitué des principaux acteurs de l'habitat : les associations d'élus, les associations d'insertion par le logement, les associations d'habitants, les partenaires sociaux, et bien sûr l'ensemble des opérateurs du logement, social ou privé. Soit 33 organisations au total. Rassemblées en septembre 2009 pour organiser ensemble, pour la première fois, des Etats Généraux du Logement visant à promouvoir un renouvellement de la politique du logement, elles ont mis en évidence - à partir de leurs points de vue propres voire de leurs divergences sur certains sujets - les constats, les objectifs essentiels et les pistes de solutions, en vue de la redéfinition des « fondamentaux » de l'intervention publique et privée en matière de logement. Cette démarche inédite a donné lieu à une première grande manifestation nationale, le 4 mai 2010, à la Maison de la Mutualité à Paris. Cette manifestation, qui a associé 1 200 participants, a constitué un important point d'étape, et a permis de mettre en débat le diagnostic, les objectifs et les propositions partagés et portés par les promoteurs des Etats Généraux du Logement. 15 propositions ont ainsi été présentées au Gouvernement, au Parlement, aux acteurs locaux de l'habitat, mais aussi à l'ensemble des citoyens... 15 propositions qui sont autant de pistes de travail pour remettre à plat les dispositifs actuels, et pour bâtir ensemble l'architecture d'une nouvelle politique à la fois ambitieuse, réaliste et stabilisée. Après une année de travail tant au niveau national qu'en région, les Etats Généraux du Logement se réunissent de nouveau aujourd'hui afin d'interpeller les partis politiques dans la perspective des échéances électorales de 2012. Leur motivation se résume en un seul mot d'ordre : « Faire du logement une priorité nationale ».

Contacts Presse Etats Généraux du Logement :

Communication : Nelly Haudegand / Christine Dalle - Tél. : 01 40 75 52 70

Agence HDL/Hopscotch : Violaine Danet / Aude Creveuil - Tél : 01 58 65 20 23